



Réflexions pour le débat sur « le jour et le monde d'après... ». Le covid-19 ne met-il pas à nu la faillite des dogmes économiques néolibéraux qui nous impactent en tant que fonctionnaires de service public ? Ces dogmes¹ protègent-ils les populations et l'intérêt général ?

Le mantra principal est de laisser faire « *le marché ou sa main invisible* » en lui créant les meilleures conditions de fonctionnement pour créer, optimiser la croissance et obtenir une rentabilité et des profits qui devraient ruisseler sur la société. Celui-ci, mieux que l'Etat, régulera et équilibrera toujours l'offre et la demande donc la vie en société. La mise en concurrence (« libre et non faussée »), la marchandisation et privatisation de la plupart des secteurs (dont santé, éducation,...), l'innovation sont des moteurs essentiels. L'allocation et la distribution des ressources de tous types (financière, énergie, agriculture, l'humain, ...) seront mieux optimisées par ce marché capitaliste² qui soi-disant serait naturel à l'humanité. Passons sur le versant psychosociologique de l'idéologie néolibérale où la nécessité des inégalités sur la motivation, le primat de l'inné sur la culture sont des postulats et au bout du bout « *on récolte que ce l'on mérite* » ou version « *premier de cordée* »...

N'oublions pas une règle majeure de cette idéologie, c'est de toujours socialiser les pertes et de privatiser les bénéfices y compris quand ces mêmes capitalistes se sont pris les pieds dans « leurs tapis de jeu » (cf crise de 2008 et bien d'autres exemples dont actuellement...), soulignant un sérieux problème éthique (pour ne pas dire de cynisme) et de cohérence, non ?

En conséquence depuis plus de 20 ans il faut ralentir puis diminuer³ (politique Macron) au maximum la dépense publique, diminuer les impôts progressifs et ceux sur le capital et ne jurer que par taux de croissance et PIB⁴, ratios sur PIB, compétitivités et optimisation... qui seraient synonymes d'amélioration de la vie pour tous en société et atténueraient les inégalités.

Et bien la réponse⁵ est non et non ! De plus ces dogmes ne s'occupent pas du temps long, sans parler de l'autre urgence à régler concernant la crise climatique et créée par le système productiviste !

L'expérience actuelle nous montre que le politique (nous tous) peut et doit reprendre le pouvoir sur les politiques économiques néolibérales. Rappelons que l'économie au départ en tant que champ scientifique se dénommait « *Economie politique* », afin de signifier qu'il n'y a aucune loi naturelle dans

¹ Voir l'analyse de A Supiot sur le site d'alternatives économiques (AE) « *Seul le choc avec le réel peut réveiller d'un sommeil dogmatique* ».

² Voir « L'Origine du capitalisme, ... », 02/2020, l'historienne Ellen Meiksins Wood souligne combien le capitalisme n'est pas un phénomène « naturel », mais bien un phénomène historique (XV siècle en GB- Tudor)

³ Déclaration de B Lemaire dans le PLF 2020 : « *depuis 2017 c'est 40 milliards de dépenses publiques (DP) évitées* »

⁴ « *Sortir de la croissance : mode d'emploi* » par Éloi Laurent, économiste à Sciences-Po et à Stanford. Il faut sortir des indicateurs toxiques que sont le PIB, le taux de croissance. Il y voit un poison violent capable de détruire les solidarités, l'environnement, le bien-être, autrement dit la vie humaine. Dès lors, le changement passe par une révolution des indicateurs. Il faut introduire de nouveaux critères sociaux et environnementaux et où la coopération, la confiance et le respect de l'environnement sont primordiaux...

⁵ Voir aussi sur le site <https://mrmondialisation.org/> une ITW de Arthur Keller spécialiste des limites et vulnérabilités des sociétés humaines et des stratégies de résilience collective : *Covid- 19 : « Une crise de notre modèle de civilisation »*

l'économie que les humains se donnent. L'économie doit être au service de la politique. Pour cela entre autres elle doit être définanciarisée en reconstruisant notamment les banques et multinationales.

Alors les solutions et l'anticipation politique sont à rechercher maintenant. Citons quelques pistes non exhaustives :

- La revalorisation d'une république sociale et de la puissance publique avec un état social et ses outils (services publics) et ses institutions (la Sécurité Sociale...) pour assurer la protection sociale.
- La revalorisation et l'augmentation de la dépense publique, via des impôts progressifs (dont le capital et dividendes) et lutte contre la fraude et optimisation fiscale :
 - Pour permettre enfin le bon fonctionnement des services publics (SP) avec le nombre de fonctionnaires conséquents (plus de soignants auraient permis la réduction du choc pandémique aussi), dans l'éducation, ...
 - L'investissement massif dans la recherche (dont fondamentale), la formation et l'éducation...
- La renationalisation de certains secteurs privatisés (Aéroports/Aérien, Eau et énergie, autoroutes, ferroviaire, ports...) allant avec une démarchandisation de certains pans de la vie (dont les SP sont une réponse) ...
- La relocalisation de productions (dont l'agriculture) concentrées dans quelques pays plus la question des approvisionnements (les accords de libre-échange doivent être abrogés et revus ainsi que la division mondiale du travail avec ces fameuses chaînes de valeurs).
- La décarbonisation et dé-financiarisation de l'énergie carbonée (cf. article écologie et Covid19)
- La nécessaire frugalité, sobriété et décroissance dans certains secteurs de nos vies qui doit se débattre démocratiquement et dans l'intérêt général.
- Remettre au cœur la démocratie dans le monde du travail, des entreprises et les questions des salaires, de l'emploi pour tous et du temps de travail, et des retraites qui sont intimement liées.

Le politique a décidé à juste titre de la nécessité de s'affranchir de tous les dogmes néolibéraux (les 3%, le ratio dette sur PIB, ...), face à l'urgence de la vie et de protection des populations. La « planche à billet (en fait des écritures qui créditent) » dans les banques centrales avec les plans de relances ou de soutiens dans tous les états fonctionne à plein régime.

Mais alors des « emprunts - dettes » pour l'avenir et payées par qui ?

Les débats se réouvrent sur l'effacement de dettes passées, de mutualisation de celles-ci. Certains proposent même d'ouvrir un compte spécial intitulé « *dette du Covid 19* » détenu par exemple par la BCE (pour la congeler et l'effacer à terme). La mise en débat⁶ de nouveaux moyens d'actions après la crise tant sur le plan budgétaire que monétaire comme « *hélicoptère money* » ou « *le drone* ».

⁶ Laurence Boone (économiste conseillère d'Hollande de 2014 à 2016), prend dans une tribune publiée par le Financial Times une position complètement inenvisageable auparavant. Elle propose que « *l'augmentation des dépenses publiques soit financée par une augmentation permanente de la masse monétaire, créée par les banques centrales, qui pourrait se substituer aux programmes financés par la dette* ». En clair à la poubelle l'argument sur la responsabilité budgétaire et le « fardeau-de-la-dette-pour-nos-petits-enfants ».

*monétaire*⁷ » est relancée. Ces moyens sont de l'argent créé et distribué par une banque centrale⁸, temporairement. Cet argent serait ciblé sur certains secteurs de l'économie réelle (et non dans la spéculation ou renflouement) et ou via les consommateurs (directement sur leur compte) ou producteurs. Ce sont des nouveaux outils avec l'investissement (donc emprunts) qui doivent être discutés pour l'après Covid-19 afin de bifurquer vers une nouvelle organisation de la société qui soit juste, sociale, solidaire et écologique. Les politiques fiscales justes socialement et progressives pour augmenter les recettes des dépenses publiques doivent être à l'ordre du jour.

Il n'y a pas de contrainte financière à la prospérité, mais seulement des contraintes réelles : Les ressources naturelles et leurs finitudes pour certaines, les compétences, la recherche, la formation, les moyens de production et, bien sûr, les personnes disponibles pour travailler sont les seules véritables limites à la richesse collective.

Cette crise rend donc visibles des instruments de politique économique que l'on écartait jusqu'ici par dogme pour protéger des intérêts. Elle constitue une opportunité de tourner définitivement la page du néolibéralisme. Mais il ne faudrait pas se bercer d'illusions, encore à ce jour et dans l'étude de la sortie de cette crise, le capital, avec ses intérêts énormes, cherche à se protéger malgré des propos⁹ de Macron (discours du 13 mars). Rappelons-nous qu'en 2008 suite à la crise, on allait ne plus se laisser dominer par le capitalisme (cf. propos de Sarkozy¹⁰).

Rien ne se fera sans batailles sociales et politiques. Notre syndicalisme¹¹ ne peut être absent de ces débats et luttes !

pascal.anger@snepfsu.net - 08042020

⁷ ITW dans Médiapart de l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran qui propose de recourir à d'autres instruments hors norme, dont le drone monétaire. Voir aussi autres d'article signés par R Godin, M. Orange et bien d'autres très bien documentés... sur le site d'Alternatives Eco : » *Qui va payer les dettes de la crise ?* » Chavagneux 02/04/2020 ou Clerc « *La réhabilitation de la planche à billets* ». 03/04/2020.

⁸ Rappelons qu'une Banque centrale au contraire d'une banque commerciale n'a à rembourser personne !

⁹ Discours d'E Macron le 12 mars « *Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle.* »

¹⁰ Discours de Toulon 25/09/2012 de N Sarkozy : « *Une certaine idée de la mondialisation s'achève avec la fin d'un capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir. (...) L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle* »

¹¹ Voir notre site à outils d'analyse pour alimenter la réflexion et débats avec ses sous rubriques : politique, économique, écologique. <http://www.snepfsu.net/outils/index.php> avec des textes d'ATTAC, Oxfam, Greenpeace,... ou d'auteurs (dans les médias) avec leurs autorisations...